

AVIATION CIVILE

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER,
EN CHARGE DES RELATIONS INTERNATIONALES
SUR LE CLIMAT

Direction générale de l'aviation civile

Décision n° 2016/19 du 5 août 2016 portant sanction en matière de quotas d'émission de gaz à effet de serre (transport aérien)

NOR : DEVA1621739S

(Texte non paru au *Journal officiel*)

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat,

Vu la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté, modifiée par le règlement (UE) n° 421/2014 du 16 avril 2014 ;

Vu le règlement (UE) n° 920/2010 du 7 octobre 2010 établissant un registre de l'Union pour les périodes du système d'échange de quotas d'émission de l'Union s'achevant le 31 décembre 2012 conformément à la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil et à la décision n° 280/2004/CE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n° 109/2013 de la Commission du 29 janvier 2013 modifiant le règlement (CE) n° 748/2009 concernant la liste des exploitants d'aéronefs ayant exercé une activité aérienne visée à l'annexe I de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil à compter du 1^{er} janvier 2006 et précisant l'État membre responsable de chaque exploitant d'aéronef, compte tenu de l'extension du système d'échange de quotas d'émission de l'Union aux pays de l'AELE membres de l'EEE ;

Vu la décision n° 377/2013/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2013 dérogeant temporairement à la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 229-18, R. 229-34 et D. 229-37-10 ;

Vu l'arrêté du 26 janvier 2011 relatif à l'intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

Vu l'évolution annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé de l'Union européenne ;

Considérant, en premier lieu, que le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (EU ETS) appliqué aux industries a été étendu aux activités aériennes à partir du 1^{er} janvier 2012 ; que depuis lors, les exploitants d'aéronefs, sans préjudice de leur nationalité, sont tenus de compenser les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) générées par leurs vols effectués à destination ou en provenance de l'Union européenne ; que toutefois la décision n° 377/2013/UE précitée a limité le champ d'application du dispositif, au titre de 2012, aux seuls vols effectués à l'intérieur de l'Espace économique européen ;

Considérant en second lieu, pour la fixation du montant de l'amende encourue, que l'article L. 229-18 du code de l'environnement, qui a transposé en droit français les dispositions fixées par la directive 2003/87/CE susvisée, prévoit une amende d'un montant de 100 € par quota non restitué réévaluée en fonction de l'indice des prix à la consommation harmonisé de l'Union européenne ; qu'en cas de déclaration manquante, l'autorité compétente peut effectuer un calcul d'office de celle-ci en utilisant les outils logiciels d'évaluation mis en œuvre à cet effet par Eurocontrol, conformément aux dispositions fixées à l'article 3 de l'arrêté du 26 janvier 2011 susvisé ; que les outils précités ont permis d'estimer la quantité de CO₂ émise par FLY EXEC, au titre de 2012, à 275 tonnes ;

Considérant, enfin, que l'exploitant d'aéronefs FLY EXEC, nonobstant la sanction infligée en janvier 2015, n'a pas rempli ses obligations vis-à-vis du dispositif EU ETS au titre de 2012 en ne procédant pas à la restitution d'un nombre de quotas équivalent à ses émissions de CO₂ et en ne s'acquittant pas de l'amende administrative infligée pour la non-restitution des quotas pour cette même année;

Qu'en conséquence de ce qui précède, il y a lieu de prononcer à l'encontre de l'exploitant d'aéronefs FLY EXEC une amende dont le montant est fixé à 100,12 € par quota non restitué,

Décide:

Article 1^{er}

La décision n° 2015/04 du 22 janvier 2015 infligeant une amende administrative pour la non-restitution de quotas, pour l'année 2012, d'un montant de vingt-sept mille cinq cents euros (27 500 €), est abrogée.

Article 2

Une amende administrative pour le manquement indiqué ci-après, d'un montant de vingt-sept mille cinq cent trente-trois euros (27 533 €), est infligée à la société FLY EXEC: manquement à l'obligation de restitution de 275 quotas correspondant aux émissions de CO₂ de la société FLY EXEC au titre de l'année 2012.

Article 3

Le directeur du transport aérien ainsi que le trésorier-payeur général assignataire sont chargés de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à la société FLY EXEC et publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, en charge des relations internationales sur le climat.

Fait le 5 août 2016.

Pour la ministre et par délégation :
La directrice adjointe du transport aérien,
M. DESJARDINS